

Intervention de Christine BUCHHOLZ,

députée du groupe parlementaire du parti „La Gauche“ (Die Linke),
au parlement allemand (Bundestag), 14 juin 2013

NON à la guerre au Mali !

Wolfgang Thierse, vice-président :

La parole est à M^{me} Christine Buchholz pour le groupe La Gauche.

Christine Buchholz (LA GAUCHE) :

Monsieur le Président, mesdames, messieurs ! « Ce qui se passe au Mali aujourd'hui est l'illustration d'une nouvelle étape de la politique de mainmise sur les ressources du continent. »

(Philipp Mißfelder (CDU/CSU) : Ah ! M^{me} Buchholz, de
grâce !)

- C'est en ces termes qu'Aminata Traoré, ancienne ministre malienne de la Culture, commente l'intervention militaire internationale en cours dans son pays.

La Bundeswehr aide l'armée de l'ancienne puissance coloniale française à occuper durablement le pays. M^{me} Traoré et d'autres Maliens s'y opposent.

(Applaudissements sur les bancs du groupe LA GAUCHE)

Comment la nouvelle reconduction de l'état d'urgence, que le gouvernement de Bamako vient de prolonger jusqu'en juillet, est-elle compatible avec le bilan positif que vous tirez depuis le début de l'intervention ? Il est question, sous la pression du premier ministre, de lever l'immunité parlementaire de neuf députés de l'opposition, dont six élus du Nord. Est-ce à cela que ressemble une politique de réconciliation ? Comment des élections peuvent-elles avoir lieu dans cette situation ?

En réalité, l'intervention de la Bundeswehr n'aide pas la population, elle soutient au contraire le climat de répression qui règne au Mali. Non sans raison : comme si souvent, l'objectif n'est pas de stabiliser la démocratie. Ce que vous voulez, c'est stabiliser un régime qui donne aux firmes occidentales accès au secteur privé et aux richesses du sous-sol.

La quasi-totalité du Mali est divisée en zones rectangulaires, pour lesquelles sont attribuées des concessions d'extraction des matières premières. Il y a aussi un autre enjeu : la Bundeswehr doit déjà mettre le pied dans la porte pour que les groupes allemands ne soient pas bredouilles quand l'exploitation de nouveaux gisements de matières premières commencera dans la région.

(Dr. Martin Lindner (Berlin) (FDP) : Toujours la même vision !)

Il y en a un certain nombre. Le Mali est riche en gisements d'or, de cuivre, de fer, de diamants, de grenat, de gaz naturel, de phosphate, de bauxite et de pétrole. Le Niger – l'exploitation se fait près de la frontière avec le Mali – fournit 40 % de l'uranium destiné aux centrales nucléaires françaises. Le sous-sol malien pourrait aussi renfermer de l'uranium. Qu'est-ce que cela signifie concrètement ? Par exemple, qu'il est prévu d'ouvrir une mine d'uranium dans la commune malienne de Faléa. Cette mine risque de détruire l'agriculture, l'environnement et le patrimoine culturel et de contaminer la nappe phréatique. Les habitants de Faléa luttent contre ce projet.

Mesdames, Messieurs, je soutiens la campagne internationale pour sauver Faléa des visées des groupes miniers. Vous soutenez au Sahel une guerre qui défend les intérêts de l'industrie nucléaire française et des groupes miniers. C'est la différence entre votre politique et la nôtre.

(Applaudissements sur les bancs du groupe LA
GAUCHE - Martin Lindner (Berlin) (FDP) : Est-ce aussi
votre discours d'adieu ?)

Le Bundestag souhaite prolonger, sans pratiquement la modifier, l'intervention que la Bundeswehr mène depuis février sous mandat de la MISMA, en se contentant d'y coller une nouvelle étiquette, celle de l'ONU. On pourrait pourtant penser que le moment est venu de tirer un bilan : Qu'ont donc fait les avions de combat français ravitaillés par la Bundeswehr pendant leur intervention ? Quelles cibles ont-ils bombardées ? Combien y a-t-il eu de morts ? Rien n'a été dit à ce propos, ni dans la motion, ni en commission, ni ici en séance plénière. On a de plus en plus l'impression que passer sous silence les victimes de l'intervention fait partie de votre politique. Je trouve pitoyable que le SPD et les Verts s'en satisfassent. Ils donnent en quelque sorte carte blanche au gouvernement fédéral pour participer à une intervention dont personne ne sait exactement qui ou quoi elle bombarde.

Aminata Traoré dit : « Le Mali est humilié. Nous assistons à une militarisation de la société. » - Mesdames, Messieurs, la Gauche ne s'associera pas à cette humiliation.

(Applaudissements sur les bancs du groupe LA GAUCHE

- Philipp Mißfelder (CDU/CSU) : M^{me} Buchholz, vous devriez avoir honte !)